



Communiqué de presse

Montreuil le 17 février 2009

Sans-papier Intervention des forces de police dans une communauté Emmaüs à Marseille Pointe Rouge

L'interpellation le 16 février 2009 d'un sans-papier accueilli par la communauté de Marseille Pointe-Rouge s'est transformée le 17 février 2009, en opération policière dans cette communauté. Ainsi, sur décision du parquet de Marseille une perquisition a eu lieu dans la dite communauté Emmaüs aux fins de recenser la présence d'éventuels compagnons sans papiers. Dans le même cadre, un responsable de la communauté a été mis en garde à vue.

Emmaüs France proteste contre ce qui constitue une grave atteinte au principe de l'accueil inconditionnel qui pourtant avait été solennellement rappelé par le Président de la République dans son discours devant le Conseil Economique et Social le 17 octobre 2007.

Depuis 60 ans, Emmaüs accueille des personnes en souffrance non pas par charité, mais par solidarité, pour que ces dernières par leur travail et la vie en communauté en devenant compagnon, puissent retrouver leur dignité. Ces personnes sont accueillies sans réserve ni contrôle. Elles viennent simplement chercher un toit et un lieu pour sortir de leur détresse. C'est la mise en application de la devise de notre fondateur : *« toi, qui que tu sois, viens m'aider à en aider d'autre plus malheureux que toi »*.

La criminalisation des centres d'accueil comme des communautés Emmaüs est inacceptable. Il s'agit de lieux où peuvent trouver refuge les personnes les plus démunies, quelle que soit la couleur de leur peau et leur situation administrative. **Une telle perquisition est de nature à fragiliser gravement ces populations démunies.**

De même qu'il est intolérable de rechercher des personnes sans papiers dans des hôpitaux, à proximité des écoles ou des crèches ou dans les centres d'hébergement, de même il est inacceptable que les communautés Emmaüs soient l'objet de recherches de ces populations.

Rappelons que les rapports habituellement entretenus entre les communautés Emmaüs et les autorités de l'Etat se sont toujours situés sur le terrain du dialogue et du respect. C'est pourquoi nous sommes extrêmement surpris et choqués que ce genre d'opération ait pu avoir lieu.

S'attaquer aux communautés Emmaüs c'est s'attaquer aux plus pauvres d'entre nous et nous ne l'accepterons pas.

Contact presse

Teddy Roudaut / troudaut@emmaus-france.org / 01 41 58 25 32